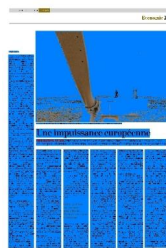


Un ouvrier sur une éolienne de la branche énergie de General Electric, dans un parc du Nouveau-Mexique. (RICH CROWDER/GE VERNOVA VIA AP)

## Une impuissance européenne

**RÉINDUSTRIALISATION** Attiré par des aides massives, le Suisse Meyer Burger veut délocaliser une de ses usines d'Allemagne aux Etats-Unis. L'UE est freinée par des budgets restrictifs, une stratégie floue, et des règles complexes



## RAM ETWAREEA

Comme une douche froide, la nouvelle est tombée mi-janvier. Meyer Burger, l'un des anciens fleurons de l'industrie suisse, qui incarne l'excellence dans le domaine du photovoltaïque, tourne à perte. Dans un avertissement sur résultat, le groupe basé à Thoun a fait savoir qu'il s'attendait à une perte opérationnelle d'au moins 126 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 135 millions de francs.

La société a indiqué préparer la fermeture de son usine de Freiberg en Allemagne et vouloir délocaliser la production de ses panneaux solaires aux Etats-Unis. Situé à une quarantaine de kilomètres de Dresde en Allemagne, le site emploie quelque 500 personnes. Signe des difficultés rencontrées, son directeur général Gunter Erfurt a même indiqué il y a quelques jours dans l'émission de la télévision alémanique *CEO Talk* ne pas exclure une cession de l'ancien fabricant de scies à silicium.

Meyer Burger envisage l'exil américain parce qu'il est séduit par la taille d'un marché américain en pleine croissance mais aussi par la perspective de profiter des subventions et autres facilités prévues par l'«Inflation Reduction Act» (IRA). Un programme lancé par l'administration Biden pour attirer des investissements et relancer l'économie américaine.

Votée en août 2022, cette loi prévoit des subventions massives, notamment pour favoriser le retour des multinationales américaines au pays et attirer les capitaux étrangers aux Etats-Unis. Meyer Burger peut prétendre à un crédit d'impôt de 1,4 milliard de francs entre le début de la production, prévu à la mi-2024, jusqu'à fin 2032. «Nous pouvons tirer profit de notre position de leader technologique dans notre domaine, ainsi que des conditions de soutien favorables et promises

par des politiques industrielles aux Etats-Unis», a affirmé son directeur Gunter Erfurt le 17 janvier lors d'un point de presse.

Meyer Burger n'est pas la seule entreprise étrangère attirée par la proposition de Washington. Les constructeurs de voitures électriques japonais (Toyota, Honda, Nissan), sud-coréens (Hyundai, Hwashin, Kia), chinois (Shinhwa) et allemands (Audi, Daimler) sont aux avant-postes. Ils sont suivis par un grand nombre d'entreprises actives dans les énergies renouvelables (batteries, piles à base de lithium, photovoltaïque, éolien) européennes et asiatiques.

## Pluie d'investissements

Selon un rapport du Sénat américain, plus de 600 millions de dollars d'investissements, dont 152 millions dans l'automobile électrique et 74 millions dans les énergies propres, ont été enregistrés en 2023. A en croire les estimations de l'association Environmental Entrepreneurs, quelque 210 projets espèrent profiter de l'IRA et devraient générer 403 000 places de travail sur dix ans. Une année plus tôt, une autre loi, le Chips Act, dotée de 52 milliards de dollars (46 milliards de francs), avait suscité 40 projets dont 23 nouvelles usines de puces pour des investissements de 200 milliards (175 milliards). Autant dire que la politique industrielle américaine montre des résultats.

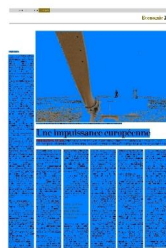
Dans son édition du 26 janvier, le *Financial Times* affirmait que l'IRA ne prévoit en réalité pas de limite en termes d'aides publiques. Au départ, la loi était dotée de 385 milliards de dollars (337 milliards de francs) sur une période de dix ans. En réalité, les engagements qui en découlent se montent déjà à près de 1000 milliards de dollars et, au bout de dix ans, cette somme pourrait atteindre le triple. Celle-ci comprend des cadeaux fiscaux, des

subventions directes aux entreprises, mais aussi aux consommateurs. Ainsi les automobilistes sont payés pour acheter des véhicules électriques made in USA: 7500 dollars pour une voiture neuve et 4000 pour une d'occasion. Les ménages touchent des aides pour se tourner vers l'énergie solaire ou encore pour rendre leur logement moins gourmand en énergie.

Les réflexions de Meyer Burger sont motivées non seulement par les subventions généreuses américaines, mais aussi par un marché européen plutôt léthargique, largement inondé par les fabricants chinois de photovoltaïques. Dans sa communication du 17 janvier, son patron dénonce l'incapacité européenne de protéger son industrie de cette concurrence, à l'opposé des Etats-Unis qui imposent un droit de douane punitif sur les importations en provenance de Chine. Bruxelles a fini par ouvrir une enquête sur une possible concurrence déloyale de la part de Pékin et laisse ainsi la porte ouverte à l'introduction de taxes antidumping.

## Pas d'exode

«Il n'y a tout de même pas d'exode de sociétés européennes vers les Etats-Unis depuis une année», tempore Andreas Eisl, chercheur senior en politique économique européenne à l'Institut Jacques Delors. L'IRA a certes provoqué un choc au sein de l'UE, mais selon lui les Européens ont pris le temps de comprendre ses implications et discuté avec les responsables américains avant d'envisager une propre politique industrielle. Plusieurs dirigeants, dont la présidente de la Commission Ursula von der Leyen et Emmanuel Macron, s'étaient rendus en urgence à la Maison-Blanche pour prévenir de nouvelles tensions commerciales transatlantiques. «Cette loi protectionniste est peut-être



une solution pour vous, mais elle nous pose un sérieux problème», avait alors protesté le président français. Le 6 février, le Parlement européen a adopté une loi pour soutenir les technologies européennes vertes sans prévoir toutefois de nouveaux moyens financiers.

## Les Etats-Unis ont recours à leur budget fédéral pour aider l'économie

Pour Andreas Eisl, Bruxelles a tout de même eu le bon réflexe de ne pas prendre hâtivement des mesures de rétorsion contre les Etats-Unis. «L'UE est certes minée par une multitude de réglementations et les décisions ne sont pas toujours faciles à prendre à 27, admet-il. Mais elle ne veut pas non plus entrer dans une course aux subventions avec les Etats-Unis, d'autant plus qu'elle ne dispose pas des mêmes moyens financiers.» Il n'empêche que, selon le chercheur, les Européens ont aussi développé leurs propres initiatives. Par exemple, le programme de relance dans le sillage de la pandémie du covid, le Green Deal en faveur de l'industrie verte, NextGenerationEU pour favoriser la recherche et l'innovation. Et de citer le cas de Northvolt qui vient de décrocher une aide publique pour s'installer en Allemagne. Le fabricant suédois de batteries avait également envisagé l'exil aux Etats-Unis. De la même façon, poursuit Andreas Eisl, et malgré l'aide dont elle pourrait bénéficier au pays, l'américaine Tesla envisage d'agrandir son usine ouverte en Allemagne en 2022, qui y produit 250 000 voitures par année.

Selon le chercheur de l'Institut Jacques Delors, l'UE est plutôt bien inspirée de cibler son aide à des secteurs prometteurs et durables, dont les batteries et l'hydrogène. «En matière de subventions, les Européens ne se font plus d'illusion et réalisent que la politique de la concurrence ne fonctionne plus, poursuit-il. Dès lors, les aides publiques ont explosé ces dernières années.» A ses yeux, Bruxelles serait aussi à l'aise avec l'idée de ne pas tout produire en Europe, le photovoltaïque par exemple. Elle peut l'importer pour autant qu'elle ne devienne pas totalement dépendante d'un seul pays producteur.

«Si l'Europe est à la traîne face aux Etats-Unis, c'est qu'elle a aussi des problèmes structurels, analyse Frederik Ducrozet, chef économiste chez Pictet Assets Management. Chronique depuis au moins 2010, sa sous-performance est liée au manque de réformes et de coordination de sa politique budgétaire.» Selon lui, après la crise de la dette grecque, les Européens ont adopté des politiques d'austérité alors que les Etats-Unis misent sur de grands plans de relance dont l'IRA et le Chips Act. La France et l'Italie ont essayé de torpiller les critères de Maastricht qui limitent le déficit budgétaire à 3% du produit intérieur brut et la dette à 60% du PIB, mais sans succès pendant de nombreuses années.

### Le poids de la guerre

Frederik Ducrozet fait aussi ressortir que les pays européens, les Allemands en particulier, paient un lourd tribut à la guerre en Ukraine. «Après des années de pétrole et de gaz russes importés à bas prix, ils doivent aujourd'hui s'adapter à des coûts élevés, ce qui n'est pas sans conséquence», relève-t-il. Autrefois le moteur de la croissance européenne, l'économie allemande a connu les affres de la récession en 2023 avec un

recul de son PIB de 0,3%. Dans l'ensemble, l'an passé, la zone euro a enregistré un taux de croissance de 0,5%, loin des 2,5% relevés aux Etats-Unis. Selon le Fonds monétaire international, 2025 ne s'annonce pas beaucoup mieux pour l'UE avec un taux attendu de 0,9%, contre 2,1% pour les Etats-Unis.

«L'UE ne dispose de loin pas des mêmes moyens financiers pour aider ses entreprises, relève aussi Hosuk Lee-Makiyama, ancien diplomate suédois et directeur de l'European Centre for International Political Economy, un groupe de réflexion indépendant basé à Bruxelles. Alors que les Etats-Unis ont recours à leur budget fédéral pour aider l'économie, les Vingt-Sept dépendent surtout des budgets nationaux déjà déficitaires. Par ailleurs, un déséquilibre important se fait ressentir puisque tous les pays,

notamment ceux de l'Est, n'ont pas la même force de frappe.» Le chercheur affirme aussi que les sommes allouées aux programmes de relance sont pour la plupart recyclées à partir de projets existants.

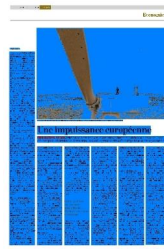
Pour Martin Naville, directeur de la Chambre de commerce américano-suisse, il est évident que les investisseurs sont attirés davantage par l'économie américaine. «Les investissements suisses y ont encore augmenté de 10% l'an dernier par rapport à l'année précédente, mais je ne connais pas d'entreprise qui a émigré dans le seul but de bénéficier des subventions.»

Selon lui, les soutiens publics ou le protectionnisme peuvent aider une entreprise à passer un cap et à se consolider, mais à la longue, ce sont la taille du marché, la compétitivité, la disponibilité des talents, l'accès aux matières premières et le cadre légal qui sont les plus déterminants. «L'Europe pêche par une pluie de réglementations alors qu'il n'y a malheureusement pas d'encouragement

# LE TEMPS

Le Temps  
1209 Genève  
022 575 80 50  
<https://www.letemps.ch/>

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 34'118  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Seite: 15  
Fläche: 117'125 mm<sup>2</sup>

Auftrag: 3009561  
Themen-Nr.: 272.002

Referenz: 90912336  
Ausschnitt Seite: 4/4

à la compétitivité», regrette Martin Naville.

Dans une récente interview au *Temps*, Patrick Artus, chef économiste du groupe bancaire français Natixis tirait la sonnette d'alarme. «En 2100, l'Europe pèsera 5% du PIB mondial, contre 15% aujourd'hui, avertissait-il. Elle doit, à l'instar de son cousin américain, se mettre en ordre de guerre économique pour continuer à compter.» Comment? En faisant comme les Etats-Unis et en mettant à disposition de ses Etats des ressources pour financer la réindustrialisation, notamment des secteurs stratégiques comme la pharma et les énergies renouvelables. ■